



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2006/80/Add.1
23 février 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS/FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante-deuxième session
Point 16 b) de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA PROMOTION
ET DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME:
ÉLECTION DES MEMBRES**

Note du Secrétaire général

Additif

1. Conformément aux résolutions pertinentes du Conseil économique et social et, en particulier, à la résolution 1986/35, la Commission des droits de l'homme est appelée, à sa soixante-deuxième session, à élire la moitié des membres de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et, le cas échéant, leurs suppléants, selon la formule suivante: trois membres parmi les États d'Afrique; trois membres parmi les États d'Asie; un membre parmi les États d'Europe orientale; trois membres parmi les États d'Amérique latine et trois membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.
2. Dans le document E/CN.4/2006/80, le Secrétaire général a informé la Commission des candidatures de membres et de suppléants reçues à la date du 12 décembre 2005. Ce document contenait également les curriculum vitae des candidats et suppléants communiqués au Secrétariat.
3. D'autres candidatures et curriculum vitae ont été reçus depuis le 12 décembre 2005.
4. Le présent document contient la liste des candidatures à la Sous-Commission mise à jour au 20 février 2006. Il contient également les curriculum vitae reçus (voir l'annexe)*.
5. Les communications et candidatures reçues après la date du présent document feront l'objet d'autres additifs.

* Publiés dans les langues originales seulement.

6. La liste à jour des communications au 20 février 2006 s'établissait comme suit:

États d'Afrique

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Madagascar	M. Lucien RAKOTONIAINA	M ^{me} Lalane Joslane RALAIVAOARISOA
Togo	M. Aboudou ASSOUMA	M. Yaya Bawa ABDOULAYE

États d'Asie

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Chine	M. CHEN Shiqiu	M. ZHAN Daode
Inde	M. Murlidhar C. BHANDARE	M. Dilip LAHIRI
Iraq	M. Ali Abdul Razaq M. AL-ZUBAIDI	
Pakistan	M. Abdul SATTAR	M. Javid HUSAIN

États d'Europe orientale

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Lettonie	M ^{me} Ilze BRANDS-KEHRIS	
Fédération de Russie	M. Vladimir A. KARTASHKIN	M. Vladimir A. PARSHIKOV

États d'Amérique latine

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Brésil	M. Paulo Sérgio PINHEIRO	M ^{me} Marilia SARDENBERG Zelner Gonçalves
Chili	M. José BENGUA	
Jamaïque	M ^{me} Nicole FOSTER PUSEY	

États d'Europe occidentale et autres États

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
France	M. Emmanuel DECAUX	M ^{me} Michèle DUBROCARD
Grèce	M ^{me} Kalliopi KOUFA	M. Nikolaos ZAIKOS
Suisse	M. Jean ZIEGLER	

Annex

BIOGRAPHICAL DATA

Mr. Lucien RAKOTONIAINA (Expert)

(Nominated by the Government of Madagascar)

Im. 182.004 – Magistrat de 1^{er} grade
Ancien président de la Chambre à la Cour d'Appel d'Antananarivo
Directeur des Études auprès du Ministère de la Justice
Né le 29 septembre 1949 à Antananarivo
Fils de RASAMUELSON Sylvain et de feu RAZAFINIAINA Berthe
Tél. (+261 20) 22 250 93
Mobile (+261) 32 03 300 48
e-mail: dejustice@justice.gov.mg

Adresse: Directeur des Études au Ministère de la Justice
Rue Joël Rakotomalala - Faravohitra
BP 231
Antananarivo 101 – MADAGASCAR

DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

- 1976: Baccalauréat en Droit – mention assez bien;
- 1978: Maîtrise en droit Public et Sciences Politiques;
- 1979: Diplômes de l'Institut d'Études Judiciaires – mention Assez bien – Major de Promotion);
- 1980: Major de promotion lors du concours d'entrée à la magistrature.

FONCTIONS SUCCESSIVES

1980: Juge et juge d'instruction – tribunal de 1^{ère} instance de Taolagnaro;

1981-1985: Substitut du Procureur de la République – Tribunal de 1^{ère} instance d'Antananarivo;

1985-1996: Premier Substitut du procureur de la République du parquet du PTPI d'Antananarivo;

Depuis 1997: Conseiller à la Cour d'Appel d'Antananarivo exerçant les fonctions de Président de Chambre;

- Des sessions des cours criminelles, des chambres correctionnelles et quelques chambres civiles;

- Depuis 1997: formateur à l'École Nationale de la Magistrature et des Greffes, Antananarivo (Fonctions/Parquet);
- Enseignant à l'Université Catholique de Madagascar;
- Depuis mars 2003:
 - Directeur des Études au Ministère malgache de la Justice;
 - Président du Comité Interministériel de rédaction des rapports périodiques liés aux instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme à Madagascar;
 - Chef de la délégation malgache lors de la présentation à Genève du rapport périodique sur la Convention relative à l'élimination des discriminations raciales sur toutes ses formes en 2004.

PUBLICATIONS

Réalizations d'œuvres audio-visuelles à caractère éducatif, pédagogique et judiciaire:

- Sur la violence conjugale (2000);
- Sur la lutte contre l'épidémie du SIDA (2001);
- Sur la lutte contre l'exploitation des enfants à des fins commerciales (2002).

PARTICIPATION AUX FORMATIONS ORGANISÉES PAR LES ÉTATS-UNIS SUR:

a) Le droit de conflit armé

La lutte contre le crime organisé

La gestion des catastrophes – Madagascar Hilton, Antananarivo en 1992;

b) La lutte contre les crimes transnationaux à Pretoria, organisée par le PNUD;

c) Travaux de processus de préparation de ratification de la Convention internationale sur la lutte contre le crime transnational organisé y compris la lutte contre le terrorisme.

Ms. Lalane Joslane RALAIVAOARISOA (Alternate)

(Nominated by the Government of Madagascar)

Nom et prénoms: RALAIVAOARISOA Lalane Josiane
Date et lieu de naissance: 09 septembre 1956 à Mananjary (Madagascar)
Profession: Magistrat
Fonction actuelle: Chargée des Relations Extérieures et des questions relatives aux Droits de l'Homme et autres instruments internationaux à la Direction des Études
Nationalité: Malagasy
Sexe: Féminin
E-mail: josial@wanadoo.mg

ÉTUDES UNIVERSITAIRES

- Titulaire du diplôme de l'Institut d'Études Juridiques (1991);
- Maîtrise en Droit Privé – Université de Madagascar (1987).

AUTRES FORMATIONS ET CERTIFICATS

- Attestation sur la formation en informatique bureautique (2003);
- Certificat sur la Formation en outils d'Analyse (2001);
- Certificat sur le Droit International Humanitaire (2000) – (*Attestation introuvable mais le Ministère de la Défense Nationale peut confirmer la participation effective*);
- Certificat sur le crisis management (Washington DC – 2000);
- Certificat sur l'Anti-terrorism Program (Washington DC – 2000);
- Certificat sur les Etudes des aspects légaux de Maintien de la Paix de l'Unité States Institute of International Legal Studies;
- Certificat de Spécialité sur l'Administration et protection des Droits de l'Homme à l'Institut International d'Administration Publique de Paris – France (1998);
- Fonction de magistrat (1997);
- Concours d'entrée dans la magistrature (1996);
- Conseillère juridique à l'Établissement Djivan (1992-1996) (Direction des Affaires Juridiques).

AUTRES ATTRIBUTIONS

- Membre du Bureau du Syndicat des Magistrats de Madagascar;
- Membre du Comité rédacteur des rapports initiaux et périodiques sur les droits humains;
- Chargée de cours à l'École Normale d'Administration de Madagascar: Cours de Droit Pénal Général, de Procédure Pénale et de droit Pénal Spécial (2000-2002);
- Chargée d'accélérer la procédure de règlement des dossiers des détenus préventifs (longues détentions) – (1997 à 2003).

ATELIERS ET SEMINAIRES

- Atelier sur le monitoring et reporting se rapportant aux droits humains;
- Formation sur le monitoring et le reporting sur les droits humains;
- Atelier sur l'intégration des Jeunes Enfants (DIJE);
- Atelier sur les missions des volontaires des Nations Unies;
- Cinquante-quatrième session de la Commission des Droits de l'Homme à Genève (1998);
- Colloque sur René Cassin (Paris – 1998);
- Conférence nationale sur la stratégie de valorisation des fonctions de juger;
- Colloque sur les Droits de la femme et de l'Enfant;
- Atelier sur les Diagnostics Communautaires (UNICEF) dans le cadre de la coordination de l'Action Madagascar – UNICED;
- Atelier sur l'élaboration de l'Analyse de la situation des Femmes et des Enfants à Madagascar;
- Atelier sur le Programme National de Population;
- Atelier National de réflexion sur l'avenir des relations Union Européenne – ACP (question juridique et institutionnelle);
- Atelier d'Informations sur le PROGRAMME National «Gouvernance et Politique pour un Développement Humain Durable»;
- Atelier de travail concernant le Code de Gestion des Aires Protégées.

LANGUES

- Français : lu et parlé;
- Anglais : lu et parlé;
- Malgache: lu et parlé.

Mr. José BENGOA (Expert)*

(Nominated by the Government of Chile)

José Bengoa, Chilean, age 61. Chairman of the U.N. Working Group on Minorities (2005) and a Member of the U.N. Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights since 1994. Chairman of the U.N. Social Forum, which gathers in Geneva every year since its creation. Former Special Rapporteur of the Sub-Commission on Economic, Social and Cultural Rights, in particular, on the relation between the Distribution of Revenue and Human Rights. Coordinator of the ad hoc Working Group in charge of analyzing the relation between Extreme Poverty and Human Rights.

His Human Rights' experience goes back to the seventies when, as Chairman of the World University Service Committee in Chile from 1978 to 1990, he monitored a series of programmes and campaigns related to human rights violations in that country. He participated actively in the World Conference on Human Rights in Vienna, Austria, in the Copenhagen Social Summit and chaired the Regional Latin-American Preparatory Seminar of the Durban World Conference against racism and xenophobia. In Durban he participated in the Conference and in the Forum on Minorities, Xenophobia and Racism. He carried out several missions in Africa, Latin America and Asia on human rights and minorities.

During the dictatorial period in Chile, he founded and directed the South Center for Social Studies, a well-known center for reflection on democracy. Mr. Patricio Aylwin, President of the first democratic Government, designated him as Chairman of the Special Commission on Indigenous Peoples, in charge of elaborating a new indigenous law in Chile. This law was promulgated in October 1993. President Frei designated him in 1994 member of the National Commission for Overcoming Poverty, in charge of elaborating the Report on poverty in Chile. President Ricardo Lagos designated him a member of the Commission on the Bicentenary of the Republic of Chile, entrusted with reflecting on and suggesting measures to be taken on the occasion of the 200th Anniversary of Chile's Independence in 2010. The same president nominated him in the Commission on Historic Truth and New Deal with the Indigenous Peoples of Chile, entrusted with suggesting policies for this sector.

He is a Bachelor in Philosophy (1968) with MSc's in Social Sciences, Anthropology and Development, specialised in subjects related to history and culture, with a particular focus on indigenous peoples and minorities. He is the author of numerous books, among which the Social History of Agriculture in Chile (Ed. Sur. 1991), History of the Mapuche People (19th and 20th century) (Lom Editions. Sixth edition 2000), The lost community (Sur Editions. 1997), History of a conflict. The State and the mapuches during the 20 century (Planeta. Second Edition. 2002), The emergence of the indigenous in Latin America (Fondo de Cultura Económica. 2001), The old mapuches of the South (Catalonia. 2003) and a great number of articles in magazines.

He founded and directed the School for Anthropology (1992) of the University Academy for Christian Humanism in Santiago de Chile and was elected Rector of this University in 1996 until 2001. He has been a visiting professor at the Universities of Indiana, USA (1996), Cambridge, United Kingdom (1998) Complutense University of Madrid, Spain (2002, 2004, 2005) and Paris, France, the Pablo Neruda Chair (1993). He received the Fulbright and Simón Guggenheim fellowships (2002). He is presently a professor at the School for Anthropology of the University Academy for Christian Humanism in Santiago de Chile.

* The biographical data in Spanish is available for consultation in the files of the Secretariat.

Ms. Nicole FOSTER-PUSEY (Expert)

(Nominated by the Government of Jamaica)

Work experience	1993-present Attorney General's Chambers, Kingston, Jamaica Present Post: Divisional Director • 1993-1995 – Member, Constitutional and Legislative Affairs Division Examined and provided advice on Cabinet submissions and the constitutionality of draft legislation. Attended meetings of the Legislation Committee and debates in Parliament on the passing of legislation, provided advice on the interpretation of statute. • 1995-2004 – Member, Litigation Division Head of the Litigation Division June 2002-November 2003 Litigation Team Leader June 2001-June 2002 Represented the Government at all levels of the courts (Resident Magistrate's courts, Supreme Court, Court of Appeal, Privy Council). • April 2004-October 2005 – Member, Commercial Division Participated in negotiations and transactions involving Loan and On-Lending Agreements, Taxation and other matters. • October 2005-present – Member, Constitutional and Legislative Affairs Division
Education	1992-1993 - University of Cambridge, England Master of Law • Cambridge Commonwealth Trust Scholar and Fellow Cambridge Commonwealth Society, First Class Honours, Jennings Prize (Wolfson College) for accomplishing First Class Honours, Hugh Bevan Prize (Wolfson College) Most Distinguished LLM Student. 1990-1992 – Norman Manley Law School, Jamaica Certificate of Legal Education 1967-1990 – University of the West Indies Bachelor of Laws Second Class Honours (Upper Division), University of the West Indies - Guild of Graduates Merit Award for the Academic year 1989-1990 in recognition of outstanding academic achievement and a sense of commitment to the Caribbean, Christopher Blackman Prize for Labour Law.

Extracurricular activities	1992-1993 – Wolfson College Musical Society and Environmental Society, Christian Graduate Society. 1987-1990 – UWI Irvine Hall Debating Society, Irvine Hall Choir, University Colleges and Christian Fellowship-Cell Group leader, Cavite Chorale.
Accreditations	Called to the Bar October 1993, YWCA Certificate of Merit (Institute for Public Leadership's Political Skills Training Workshop), Certificate in Effective Dispute Management in a Changing World – An Executive Programme in Negotiation and Mediation.
Professional memberships	Member, Jamaican Bar Association.
Community activities	1991-1992 Secretary, United Church Young Peoples' Association, 1997-2000 President United Church Young Adults Action Movement, Member – United Church in Jamaica and the Cayman Islands, 2000-2005 Member – Board of Governors Mona Preparatory School, Life Member – UWI Guild of Graduates, Director – Jamaica Association of Composers, Authors & Publishers Limited (2005 and continuing).
Publications and presentations	“Practice makes perfect” – Jamaican Bar Association publication “JAMBAR” Articles: – <i>The Role of the Attorney at a Case Management Conference</i> (August 2004) – <i>The Power of Attorney under the Registration of Titles Act</i> (August 2004), <i>Summoning the Registrar or Referee of Titles to show cause</i> (November/December 2004).
Publications and presentations	– <i>Judicial Review: Make your application in line ... get to the court on time</i> (August 2005), – <i>School Principals and the Law</i> (Presentation to Principals of Schools in May 2005), – <i>Law and Government Procedures</i> (Presentation to Ministry of Education officers – June-August 2005).
Hobbies and Personal Information	Singing, reading, travelling Married to Nigel, one child – Victoria.

Mr. Emmanuel DECAUX (Expert)

(Nominated by the Government of France)

Né le 9 décembre 1947 à Neuilly-sur-Seine, nationalité française;

Professeur de droit public à l'Université Paris II (Panthéon-Assas);

Membre de la Sous-Commission des droits de l'homme des Nations Unies;

Langues de travail: français, anglais (moyen).

I. Activités universitaires:

Études universitaires: diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (section service public), docteur en droit, agrégé de droit public.

Principales fonctions précédentes: maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris (1979-1988), maître de conférences à l'Université de Paris X (1980-1988), professeur à l'Université du Maine, Le Mans (1988-1992), professeur à l'Université de Paris X Nanterre (1992-1999), co-directeur du CEDIN, Centre de droit international de Paris X (1992-1999).

Fonctions actuelles:

- Professeur à l'Université de Paris II Panthéon-Assas (depuis 1999);
- Directeur du Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire, CRDH;
- Coresponsable du Master droits de l'homme et droit humanitaire;
- Rédacteur en chef de la revue informatique Droits fondamentaux (Agence universitaire de la francophonie);

Enseignements extérieurs:

- Professeur invité à Buenos Aires, Castellon, Istanbul, La Haye, Leyden, Madrid, Montréal, Moscou, Potsdam, Prague; Rome, Saint-Petersbourg, Strasbourg, Thessalonique, Tunis, etc.;
- Directeur des études à l'Académie de droit international de La Haye (1989);
- Cours à l'Académie de droit international de La Haye: *«Les formes contemporaines de l'esclavage»* (en préparation pour 2007).

Principales responsabilités collectives:

- Membre élu du Conseil national des Universités (1999-2003);
- Membre de la Société française pour le droit international (depuis 1978), membre du Conseil de la SFDI (1990-2002), secrétaire général de la SFDI (1993-2000);

- Membre de la branche française de l’International Law Association (depuis 1991);
- Membre du Comité d’études de défense nationale (depuis 2000);
- Membre de l’Institut international des droits de l’homme de Strasbourg (depuis 1992), membre du Conseil d’administration (depuis 2000);
- Membre de l’Advisory Board du Helsinki Monitor, Utrecht (depuis 1994);
- Membre du conseil scientifique de la Fondation Marangopoulos pour les droits de l’homme, Athènes (depuis 1995);
- Membre du conseil scientifique de l’Institut des droits de l’homme du Barreau de Paris (depuis 1998);
- Membre du comité scientifique de la revue Droits de l’homme (Revue européenne des libertés publiques et des droits sociaux), Athènes (depuis 1998);
- Membre du conseil scientifique de Droit et cultures, CNRS, Nanterre (depuis 1999);
- Membre du conseil scientifique de la Revue trimestrielle des droits de l’homme, Bruxelles (depuis 2000);
- Membre du conseil scientifique de l’Annuaire français de relations internationales (depuis 2004);
- Membre du jury du concours de l’agrégation de droit public de la Conférence africaine et malgache de l’enseignement supérieur CAMES: concours 1995 (Lomé) et concours 2003, (Ouagadougou).

Principales publications récentes:

- *Droit international public*, Dalloz, 4ème édition (2004);
- *La Convention européenne des droits de l’homme*, (préface de Pierre-Henri Teitgen) commentaire article par article, sous la direction de Louis-Edmond Pettiti, Emmanuel Decaux et Pierre-Henri Imbert, Economica, 2ème éd (1999);
- *Droit international pénal*, ouvrage collectif sous la direction d’Hervé Ascensio, Emmanuel Decaux et d’Alain Pellet, Pedone (2000);
- *Justice et droits de l’homme*, 28° Congrès de l’Institut de droit d’expression et d’inspiration françaises (IDEF), Bruylant (2004);
- *Les Nations Unies et les droits de l’homme, enjeux et défis d’une réforme*, colloque du CRDH, Pedone (2005);
- *Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, commentaire article par article, Economica (en préparation).

Nombreux articles, études, conférences, participation à des colloques et contributions à des ouvrages collectifs, etc.

II. Activités en matière de droits de l'homme dans le cadre des Nations Unies:

- Membre de la Sous-commission pour la protection et la promotion des droits de l'homme des Nations Unies (2002-2006), après avoir été suppléant (1994-2002):
- Rapporteur de la 54^e session (2002);
- Rapporteur spécial sur l'application universelle des traités relatifs aux droits de l'homme (depuis 2004);
- Rapporteur sur l'administration de la justice par les tribunaux militaires;
- Membre du groupe de travail sur les formes contemporaines de l'esclavage (2003 et 2004);
- Membre du groupe de travail sur les communications (2004 et 2005);
- Membre du groupe ad hoc sur l'extrême pauvreté (depuis 2003);
- Étude sur la portée de l'article 2 §.2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (2004);
- Étude sur les méthodes de travail de la Sous-Commission (2005 et 2006);
- Participation aux séminaires du Haut-Commissariat pour les droits de l'homme sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme (2001), sur non-discrimination et relations économiques, (2003), à la 2^e session du groupe de travail sur les options pour un protocole facultatif au Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (2005), etc.

III. Activités en matière de droits de l'homme dans le cadre européen:

1. CSCE/OSCE:

- Participation à la délégation française aux réunions de la conférence sur la dimension humaine de la CSCE: Paris, Copenhague, Moscou (1989-1991) ; réunion d'experts sur les minorités nationales, Genève (1991) ; séminaire sur les institutions démocratiques, Oslo (1991), etc.;
- Réunions annuelles sur la mise en oeuvre des engagements de la dimension humaine (BIDDH), Varsovie, 1993, 1995, 2000, 2002, 2003, 2004 et 2005;
- Expert français pour la liste d'experts de la dimension humaine (mécanisme de Moscou): rapporteur de l'OSCE pour le Turkménistan (2003).

2. Conseil de l'Europe:

- Membre du comité directeur des droits de l'homme du Conseil de l'Europe (1987-1989) et de différents comités d'experts: éducation aux droits de l'homme, développement des droits de l'homme, lutte contre le terrorisme (1990-1994);
- Rapporteur général pour le 8^e colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme, Budapest (1996);
- Participation au séminaire de haut niveau d'Oslo sur la Cour européenne des droits de l'homme (2004);
- Président-rapporteur de la journée d'étude sur le Protocole n°12 à la Convention européenne des droits de l'homme (2005).

3. Union européenne:

- Participation aux séminaires de l'ASEM sur les droits de l'homme (Asian-European Meeting) sur les droits de l'homme: Lund (1997), Hambourg (1998), Pékin (1999), Paris (2000), Bali (2001), Osaka (2002), Lund (2003);
- Coprésidence du séminaire du dialogue Union européenne-Chine sur les droits de l'homme, Paris (décembre 2000), et co-directeur du réseau universitaire UE/Chine 2002-2004, rapporteur du séminaire de Pékin (2005);
- Participation au groupe de réflexion de l'Union européenne sur un Agenda pour le Millénaire, Institut universitaire européen de Florence (1997-1998) ; participation au Forum des droits de l'homme de l'Union européenne, Bruxelles (1999), de Paris (2000), Bruxelles (2001);
- Membre du réseau européen sur les droits des personnes handicapées (2003-2004).

IV. Activités en matière de droits de l'homme dans le cadre national:

- Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, en tant que personnalité qualifiée (1992-2002), puis comme membre de droit (depuis 2002);
- Président du groupe «questions internationales» (depuis 1996);
- Membre du Comité de liaison pour la Décennie des Nations Unies sur l'enseignement des droits de l'homme (comité français pour l'éducation et la formation aux droits de l'homme) (1995-2005);
- Participation au titre de la CNCDH à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de Vienne de 1993 ; participation aux rencontres internationales et régionales des Institutions nationales des droits de l'homme et aux réunions du Comité international de coordination.

Ms. Michèle DUBROCARD (Alternate)

(Nominated by the Government of France)

Née le 12 novembre 1959 à Marseille (13)

Nationalité française

Adresse professionnelle: Ambassade de France aux Pays-Bas,

Smidsplein, 1, 2514 BT La Haye (Pays-Bas)

Téléphone (bureau): 00 31 70 312 57 35

Télécopie (bureau): 00 31 70 312 58 64

E-mail: michele.dubrocard@diplomatie.gouv.fr

I. Fonctions exercées:

Depuis septembre 2002: conseillère pour les affaires juridiques et judiciaires à l'Ambassade de France aux Pays-Bas:

Chargée des relations avec l'ensemble des institutions et organisations internationales basées à La Haye, oeuvrant dans les domaines juridiques et du contentieux international. Cette mission consiste notamment dans:

- L'établissement et le développement d'un réseau de contacts au sein des principales organisations juridiques internationales basées à La Haye (Cour pénale internationale, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Cour internationale de Justice, Conférence de La Haye de droit international privé, Cour permanente d'arbitrage, Académie de droit international de La Haye);
- Le suivi régulier de l'activité de chacune de ces institutions et l'évaluation de la place des Français, de l'usage de la langue française et du maintien de notre influence dans le domaine juridique au sein de chacune d'elles;
- L'élaboration de projets de nature à renforcer la présence française et la diffusion de notre culture juridique dans ces institutions (c'est ainsi qu'en novembre 2003 et en octobre 2005 ont pu être organisés, en collaboration avec le service culturel de l'Ambassade et la Cour pénale internationale, deux festivals de films sur la justice internationale. Au cours de la même période, le principe du recrutement par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie d'un jeune expert associé français (JPO) a été acquis. En mars 2004, à l'occasion de sa visite aux Pays-Bas, le ministre des affaires étrangères a prononcé un discours sur le droit, la justice et la société internationale dans les locaux de l'Académie de La Haye. A également pu être mise en œuvre la visite en juin 2004 d'une délégation de juges de la Cour pénale internationale à la Cour de cassation à Paris. En février 2006, c'est la Cour pénale internationale qui devrait, à son tour, recevoir une délégation de hauts magistrats de la Cour de cassation);
- L'appui aux délégations françaises participant à des négociations dans le domaine du droit international privé;

- Le conseiller pour les affaires juridiques et judiciaires est également le point de contact avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et la Cour pénale internationale pour la mise en œuvre de la coopération judiciaire entre ces juridictions internationales et les autorités françaises;
- Enfin, il joue le rôle de conseil juridique auprès de l'Ambassadeur pour toutes les questions touchant au droit international et à la justice internationale.

De septembre 1998 à septembre 2002: sous-directrice des droits de l'homme à la direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères.

Co-agent du Gouvernement français devant la Cour européenne des droits de l'homme;

Coordination et contrôle de l'activité de la sous-direction (cinq personnes de catégorie A et une secrétaire):

- Préparation de la défense du Gouvernement français devant la Cour européenne des droits de l'homme, en lien avec les différents départements ministériels concernés (rédaction des observations écrites, élaboration des plaidoiries);
- Suivi de l'exécution des arrêts de la Cour en relation avec les autres départements ministériels;
- Préparation de la défense du Gouvernement français devant le Comité des droits sociaux du Conseil de l'Europe;
- Préparation des visites en France du Comité européen pour la prévention de la torture, et rédaction des rapports de suivi;
- Préparation de la défense du Gouvernement français devant les organes conventionnels des Nations-Unies (Comité des droits de l'homme, Comité contre la torture, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale);
- Participation, en qualité d'expert français, à différents groupes de travail mis en place dans le cadre du Conseil de l'Europe, en vue notamment de créer de nouvelles normes juridiques (en particulier Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH), Groupe de réflexion sur le renforcement du mécanisme de protection des droits de l'homme);
- Participation à des négociations multilatérales, sous l'égide des Nations-Unies, en qualité d'expert juridique (négociation du protocole additionnel à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, élaboration du protocole additionnel à la Convention contre la torture, sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme);
- Rôle de conseil juridique dans le domaine des droits de l'homme auprès des autres directions du Département (en particulier la Direction des Nations-Unies et la Direction des Français à l'étranger).

De novembre 1994 à septembre 1998: magistrate détachée en qualité de rédactrice à la sous-direction des droits de l'homme de la direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères:

- Préparation de la défense du Gouvernement français dans les requêtes adressées à la Cour européenne des droits de l'homme et concernant en particulier les matières pénale et pénitentiaire;
- Participation à différents groupes de travail au sein du Conseil de l'Europe (vice-présidente du Comité pour le développement des droits de l'homme (DH-DEV));
- Participation à des négociations multilatérales dans le cadre du Conseil de l'Europe et des Nations-Unies (Déclaration des Nations-Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, Protocole additionnel à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Protocole additionnel à la Convention contre la torture).

De septembre 1992 à novembre 1994: magistrate attachée à l'administration centrale du ministère de la Justice, à la direction de l'administration pénitentiaire:

- Traitement des dossiers d'affectation et de réaffectation des condamnés à de longues peines, gestion quotidienne des incidents de détention, suivi des détenus placés à l'isolement, examen des dossiers de demande de commutation de peines;
- Rédaction de notes juridiques sur la situation pénale des détenus;
- Préparation des réponses de l'administration pénitentiaire aux demandes émanant d'autres départements ministériels.

De février 1990 à septembre 1992: magistrate attachée à l'administration centrale du ministère de la Justice, à la direction des affaires criminelles et des grâces:

- **de février 1990 à février 1991, rédactrice au bureau des grâces:** traitement des demandes de grâce individuelle, préparation des décrets de grâces collectives, traitement des dossiers de libération conditionnelle relevant de la compétence du ministre de la justice;
- **de février 1991 à septembre 1992, rédactrice au bureau de la protection des victimes et prévention de la délinquance:** gestion des fonds attribués aux bureaux de protection des victimes sur l'ensemble du territoire français, participation aux réunions interministérielles concernant en particulier la lutte contre la toxicomanie et la politique de la ville.

De janvier 1988 à février 1990: juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Rouen:

- Mise en oeuvre et individualisation des condamnations pénales en milieu ouvert (condamnés libres) et en milieu fermé (condamnés détenus): peines de travail d'intérêt général, condamnations assorties d'un sursis avec mise à l'épreuve, semi-libertés, libérations conditionnelles, permissions de sortie;
- Participation en qualité de juge assesseur à des juridictions correctionnelles et criminelles (cours d'assises).

II. Autres activités professionnelles:

- Activité de formation aux droits de l'homme en qualité d'expert du Conseil de l'Europe, dans le cadre de plusieurs séminaires organisés par le Conseil de l'Europe avec les nouveaux États membres (de 1996 à aujourd'hui);
- Training Seminar for Estonian Legal Practitioners on the legal effects of the European Convention on Human Rights and its Protocols: Tallinn (Estonie), 30-31 mai 1996;
- Seminar on fair trial: Odessa (Ukraine), 26-29 octobre 1996;
- Séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme: Skopje (Ancienne République Yougoslave de Macédoine), 13-14 novembre 1997;
- Séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme: Kiev (Ukraine), 14-16 juin 1998;
- Séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme: Prague (République Tchèque), 30 septembre-1er octobre 1998;
- Séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme: Irkoutsk (Fédération de Russie), 28-29 septembre 2000;
- Séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme: Stara Zagora (Bulgarie), 22-23 juin 2001;
- Séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme: Tbilissi (Géorgie), 12-13 décembre 2001;
- Interventions dans plusieurs séminaires nationaux et internationaux, dans le domaine des droits de l'homme;
- Réunion des agents du Gouvernement (devant la Cour européenne des droits de l'homme): Vilnius, 10-12 mai 1999;

- Seminar on national/international perspectives on women's rights: Oxford Brookes University, 2 juillet 1999;
- Conference on remedies for Human Rights violations: implications of international and comparative Law for U.K practice: University of Notre Dame, London Law Centre, Londres, 17-18 mars 2000;
- Colloque consacré au respect de la présomption d'innocence: Ordre des Avocats à la Cour de Paris, Institut de formation continue du barreau de Paris, Paris 1er avril 1999;
- Colloque sur le procès pénal et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme: Ordre des Avocats à la Cour de Paris, Institut de formation continue du barreau de Paris, Paris, 5 juin 2000;
- Participation annuelle, depuis 1988, à la journée organisée par le Centre de recherches et d'études sur les droits de l'homme (CREDHO), consacrée à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme concernant la France: Université de Paris Sud, Faculté Jean Monnet;
- Conférencière invitée dans des programmes de formation continue des magistrats français et étrangers depuis 1998 à l'École de la Magistrature, antenne de Paris et dans le séminaire « Justice internationale », organisé par le service de formation continue de l'Institut d'Études Politiques de Paris, Paris, 25-28 avril 2000;
- Activité de formation auprès du personnel pénitentiaire: cours sur le contentieux de la Cour européenne des droits de l'homme, École nationale de l'administration pénitentiaire, septembre 1997, avril 1998, janvier 1999;
- Lectrice de français à l'Université de Toronto (Canada), en 1983-1984.

III. Langues:

- Français, langue maternelle,
- Anglais courant,
- Notions d'allemand et d'italien.

IV. Diplômes

- Décembre 1985: réussite au concours d'entrée à l'École Nationale de la Magistrature.
- 1983: maîtrise de droit privé (mention bien) - Université de Nice. Prix des notaires de la ville de Nice.
- 1979: licence de lettres modernes (mention assez-bien) - Université de Nice.
